



Des revenus décents pour éviter la pauvreté !

Le renchérissement augmente - les salaires réels baissent - la pauvreté et la précarité augmentent. Le PS60+ exige donc des mesures efficaces pour lutter contre la pauvreté. La priorité doit être attribuée aux revenus. Des salaires et des rentes décents, une compensation automatique du renchérissement, ainsi que des adaptations régulières aux progrès de la productivité sont les principales revendications.

La Suisse s'est engagée à mettre en œuvre l'Agenda 2030 de l'ONU. Celle-ci prévoit une réduction substantielle de la pauvreté d'ici six ans. La politique dominée par les partis bourgeois va cependant dans une autre direction : les taux de pauvreté et de risque de pauvreté augmentent depuis dix ans. Ce sont surtout les moyens et les bas revenus qui sont à la traîne du renchérissement et des gains de productivité. Le PS60+ formule dans un [papier de position](#) (adopté par l'AD du 18 avril 2024) les principales revendications pour remédier à cette situation.

Des salaires décents. Contrairement aux salaires top, les moyens et les bas salaires sont restés loin derrière les progrès de la productivité au cours des 25 dernières années. Selon l'Office fédéral de la statistique, le pouvoir d'achat des salaires a également l'année dernière diminué en termes réels. Le PS60+ demande donc, en concordance avec les syndicats, **un salaire minimum national de 4'500 francs pour tous et de 5'000 francs pour les personnes disposant d'un diplôme professionnel.** En outre, les montants prévus pour les bonus doivent être distribués à parts égales à toutes les personnes actives au sein de l'entreprise. La compensation automatique du renchérissement et les adaptations aux progrès de la productivité doivent redevenir une évidence.

Des rentes décentes. Même avec une 13e rente AVS, les rentes des 1er et 2e piliers restent faibles, ce qui est contraire à la Constitution. Nous demandons **donc des rentes AVS et AI de 4 500 francs** pour toutes les personnes ainsi qu'une rente totale des 1er et 2e piliers d'au moins 5 000 francs.

La santé et le logement en tant que service public. La santé et le logement ont souvent été transformés en institutions orientées vers le profit au cours de la vague néolibérale des 30 dernières années. Cela ne fonctionne pas, comme le montrent l'explosion des primes d'assurance-maladie ainsi que les augmentations démesurées des loyers. Le PS60+ exige donc une politique du logement qui dépasse la priorité du profit ainsi qu'un système de santé en tant que service public, avec des soins de base abordables pour tous.